OMALY SY ANIO, 1994, 33-36, 657-674

HISTOIRE, UNANIMISME, DEMOCRATIE ET SOCIETE CIVILE

par

Solofo RANDRIANJA(*)

Là où les hommes politiques trouvent matière à manipulation dans la ductilité du terme "démocratie" et de ses dérivés[1], l'historien perçoit une densité de significations déposées par l'Histoire. En effet pour l'historien, il convient de parler d'une dynamique de la démocratie car la démocratie réalisée n'est qu'un moment d'un mouvement qui s'inscrit dans une durée plus longue[2]. Ainsi évoquer le problème de la démocratie à Madagascar revient d'abord à tenter de découvrir cette dynamique qui s'insère dans un ensemble plus vaste : la gestion du politique. Ensemble qui est tributaire d'éléments comme le doublement de la population entre 1960 et 1991, l'essor extraordinaire des villes, etc... Certains de ces éléments font de Madagascar un cas d'espèce, d'autres incluent ses soubresauts dans des tendances plus vastes. Ceci afin de souligner qu'il nous faut

(*) Département d'Histoire, Université de Toamasina.

1. Parmi tant d'autres, last but not least : "la démocratie socialiste (est la) ... seule démocratie véritable" in *Charte de la Révolution Socialiste* in *Didy aman-dalàna mikasika ny vondrom-bahoaka itsinjaram-pahefana*, textes officiels sur les collectivités décentralisées, Tranompirintim-pirenena, Antananarivo, 1978, p. 338.
2. Nul ne saurait être satisfait de ce qui existe, "la démocratie est bonne, je le dis, car les autres systèmes sont pires" disait Nehru, *The New York Times*, 25 janv. 1961.

"comprendre que les sociétés africaines sont "comme les autres", il nous faut penser leur banalité et saisir que leur spécificité est strictement d'ordre historique"[3]. L'unanimisme est l'un des ressorts de la gestion du politique à Madagascar. Constitue-t-il une spécificité ou non, là n'est sans doute pas l'essentiel. En effet, l'Etat contemporain va l'assimiler pour en produire une totalisation sinon un autoritarisme qui ne différencie pas Madagascar de nombre de pays du tiers-monde. De même, face à cet autoritarisme de l'Etat contemporain, la société malgache, hétérogène, va développer un certain nombre de réactions. De ces stratégies naîtra un espace dans lequel évoluera l'idée démocratique à l'instar de divers pays d'Afrique et dont les concentrations urbaines constituent un des pôles.

Spécificités dues à l'évolution historique mais fondamentalement inscrites dans le cadre de l'universel, la question de la démocratie à Madagascar se conçoit à l'intérieur de cette trame et dans une perspective dynamique.

I. UNANIMISME ET TOTALISATION

Il est inutile de revenir sur les travaux qui établissent l'absence de rupture entre l'Etat du XIXe siècle et celui du XXe[4], par contre s'il est vrai que les "autoritarismes contemporains renvoient généralement à une grave distorsion entre l'Etat et la société"[5], étant donné qu'il est difficile de nier le caractère autoritaire et totalisant de cet Etat, de par même cette filiation, sans doute est-il opportun d'en souligner quelques traits qui ont engendré pour l'époque contemporaine ce que nous appellerons, sous réserve d'inventaire, l'unanimisme.

a. Les dieux au service de la royauté

D'une manière générale et ce jusqu'à la fin du XIXe siècle, la royauté à Madagascar relevait du régime de droit divin, incontestable par essence, et ce quelles que puissent être les modalités réelles du choix du souverain et ses prérogatives. En effet que peut-on trouver de plus universel, de plus totalisant que le divin? "Quel est donc ce nouveau Dieu qui vient d'arriver, car j'aimerais entendre son nom? ..." (demanda le roi Ralambo - XVIe siècle - auquel l'on

3. J.F. Bayart, "Les sociétés africaines face à l'Etat", in *Pouvoirs*, n°25, 1983, p.25.
4. Voir entre autres le désormais classique M. Massiot, *L'administration publique à Madagascar*, Paris, L.G.D.J., 1971, 472 p. Beaucoup plus récemment, F. Raison-Jourde, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle, invention d'une identité chrétienne*, Paris, CNRS - Karthala, 1991, 840 p.
5. J.F. Bayart, "L'hommage à la Reine : les modes d'action politique en situations autoritaires", ECPR, Joint sessions of workshops, University of Salzburg, Austria, 13-18 avril 1984.

rapportait le palladium Kelimalaza)... "Monsieur, ce Dieu s'appelle Rakelimalaza" (lui fut répondu)... "gardez bien mon Dieu, car il est à moi maintenant et non plus à vous"[6], rétorqua-t-il scellant dans un destin commun et pour plusieurs siècles royaume et croyances.

Dans un cadre politique donné comme éternel, toute vélléité de différenciation relève de l'hérésie et se heurte automatiquement à la violence qu'elle soit physique ou symbolique. En témoignent les premiers temps du christianisme à Madagascar et sa phagocytose par le pouvoir[7]. Le pendant matériel d'un pouvoir érigé sur de telles bases est l'accumulation de richesses et le contrôle de leur distribution. Les rois sur les Côtes avaient le monopole du commerce de traite au XVIIe et XVIIIe siècle, et sur les Hautes Terres, les fameux "barons-pillards" instauraient en coutumes les multiples prélèvements sur les paysans[8].

Quant à leurs proches et alliés: "...Le prince-Régnant leur avait également conféré des honneurs parce qu'ils gardaient Kelimalaza, et voici comment il les appelait : *Tsimatimanota*, tiers de l'Imerina..."[9]. Dans la gestion du politique au quotidien, malgré l'existence dans l'inépuisable besace des proverbes de doctes sentences sur les concessions mutuelles entre tenants du pouvoir et sujets, le contrôle que pouvaient exercer les derniers sur les premiers est illusoire. L'Etat (théocratique et oligarchique), symbolisé par le souverain, a des velléités totalisantes et voudrait ne laisser aucune autonomie aux sujets. Il y a donc césure obligée, dès cette époque, entre l'Etat et la société, le premier se définissant contre la seconde ou du moins entretenant avec elle un rapport d'altérité. Les organisations extra-étatiques, pour continuer à perdurer, devaient accepter soit la subversion (très rare), soit la perversion de leurs structures. Il en fut ainsi du *Fokonolona*. Tout à fait significative à cet égard est la continuité du discours des pouvoirs successifs sur le *Fokonolona*, chacun ayant soigneusement entretenu le mythe de son caractère démocratique.

6. J.P. Domenichini, *Les dieux au service des rois*, Paris, CNRS, 1985, p. 79.
7. F. Raison-Jourde, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle*, Paris, Karthala, 1991.
8. F. Raison-Jourde, *Les souverains de Madagascar*, Paris, Karthala, 1983, 420 p. Voir aussi la contribution de M. Bloch qui est à l'origine de l'expression "barons pillards" pour désigner ces "petits seigneurs" installés au sommet des collines, qui prélevaient régulièrement une sorte de dîme sur les communautés villageoises établies "ambany vohitra" (sous la "protection" des collines).
9. J.P. Domenichini : *Les dieux au service des rois*, *op. cit.*, p. 86, voir aussi p. 641 : "Tsimatimanota (que-l'on-ne-met-pas-à-mort-quand-ils-ont-commis-un-crime). Souvent présenté comme héréditairement accordé à un individu pour des services importants accordés à la royauté, ce privilège était le plus souvent celui de groupes dont les ancêtres avaient, à l'époque ancienne, renoncé à l'exercice du pouvoir souverain au bénéfice des fondateurs d'une nouvelle dynastie". L'expression est passée à la postérité pour désigner tous les proches du pouvoir sous la Deuxième République. D'une manière générale elle sous-tend l'idée d'une institutionnalisation de la corruption.

Ainsi très tôt à Madagascar, a été mis en place "le complexe de Constantin" (280-337). Complexe étant un ensemble d'opérations à valeur organisatrice. Ce complexe basé sur le triptyque roi-foi-loi[10], plonge ses racines dans la royauté malgache d'essence sacrée avant d'être récupéré par l'Etat-nation hérité du XIXe siècle européen. La "démarche totalisante" implique l'unanimisme, comportement exigé de la société par ses dirigeants, qui s'implante dans les profondeurs de notre histoire.

b. L'exercice de l'unanimisme à l'époque contemporaine

Si l'autorité est le pouvoir d'obtenir sans recours systématique à la contrainte physique un certain comportement de la part de ceux qui lui sont soumis, elle pose ainsi deux problèmes en fait liés : celui de la légitimité du pouvoir c'est à dire ses fondements et celui de la profondeur de l'identification à ce pouvoir de ceux qui lui sont soumis. Le triptyque du "complexe de Constantin", dans les deux cas, joue un rôle fondamental.

— Le roi et les sujets

Les différents Gouverneurs Généraux de Madagascar, Gallieni en tête, ont utilisé sans vergogne les structures administratives précoloniales pour asseoir l'autorité de l'Etat. Implicitement, le système colonial reprenait en charge la plupart des ressorts non seulement institutionnels mais aussi mentaux et idéologiques de l'autorité qui lui était antérieure. Ainsi au lendemain de l'indépendance, l'on était en présence d'un régime présidentiel très cinquième République renforcée par une tradition politique locale tirée de la royauté. Les sujets français étaient aussi ceux des Gouverneurs Généraux, baptisés par ceux qui les combattirent de "satrape" et par ceux qui les étudièrent de "proconsul". Les citoyens des deux Républiques suivantes hériteront de nombre d'obligations et de caractères de leurs aînés. A titre d'exemple, la loi du 19 mars 1990 sur le pluripartisme a favorisé l'éclosion de semis de groupuscules dont une grande majorité à cette époque là "se moquait de séduire les citoyens (encore moins de les éduquer) mais plutôt une autorité suprême" soucieuse de chercher une source supplémentaire de légitimation[11]. Ainsi si le cadre juridique s'était prêté à la libéralisation, les moeurs de la classe politique tentaient de faire perdurer l'ancien système en l'adaptant aux réalités nouvelles.

---

10. "... Le cas Constantin n'est pas celui d'un bon administrateur. Il administre une preuve à valeur universelle en ce qu'il dévoile le secret de fabrication de l'universel, à savoir l'interdépendance de ces divers niveaux d'organisation. Et c'est l'insoutenable démarche totalisante qui fait du fondateur de l'orthodoxie beaucoup plus que le géniteur du "césaropapisme" byzantin et nettement plus que l'ancêtre présomptif des "modernes totalitarismes" : la vivante réalisation d'un désir collectif fondamental" in R. Debray : *Critique de la raison politique*, Paris, Gallimard, 1987, p. 401 et ss.

11. *Jureco*, n° 41, mai 1990, in "Le paysage politique après la libéralisation", p. 24 et ss.

Le Roi-Président émarge à plusieurs registres de légitimation. Telle la titulature des Pharaons de l'Egypte ancienne, la sienne, consignée dans les Constitutions des deux premières Républiques, est toute aussi imposante. Il n'est pas dès lors étonnant de lire en 1972, à la veille des élections, période d'assurance par essence, à propos de Tsiranana dans *Madagascar Mahaleotena* (Madagascar indépendant), quotidien du Parti Social Démocrate au pouvoir depuis 1960 jusqu'en 1972 :

> *"...Pourquoi tant d'insistance alors que la réélection du candidat unique Tsiranana Philibert est acquise d'avance? Nous répondons d'abord que la campagne électorale apparaît à l'analyse comme un cérémonial, un rite, une sorte de culte national qui n'a rien à voir, soit dit en passant, avec le culte de la personnalité. Pour nous autres Malgaches, même s'il se proclame socialiste, le Président n'est pas tout à fait un chef "laïc" ou "profane". Il conserve quelque chose du caractère sacré de nos anciens rois. L'amour que le peuple porte au Président a comme on dit, un caractère charismatique... Les nombreuses tournées ... sont pour le Président et son peuple le moyen de garder ou de retrouver ce contact de caractère quasi physique et en même temps mystique..."*[12].

De même, un peu plus d'une dizaine d'années plus tard, sautant par dessus sept échelons, un des successeurs de Tsiranana se fit nommer par une Assemblée croupion "amiral". Ses thuriféraires en sont même arrivés à racler les fonds de tiroirs pour trouver des sources de légitimation supplémentaires et inédites[13].

Un tel système privilégie les liens directs entre monarque-président et ses sujets pour court-circuiter au maximum tout possible phénomène d'intermédiation entre lui et ses administrés, un monarque ne réfléchissant pas en terme de biens matériels mais en terme de pouvoirs sur les hommes[14]. La multiplication des organes d'intermédiation est perçue comme une menace à l'encontre du système. Le résultat est la tendance à l'exercice solitaire du pouvoir avec ses travers bien connus dont l'hypervalorisation du chef. Chacune des deux Républiques postcoloniales aura été taillée à la mesure d'une personne, ce qui

---

12. Cité par Gérard Roy dans "Trois études malgaches : idéologies communautaires et mythe de la communauté. Critique de l'idéologie de la communauté dans la société paysanne malgache des années soixante" in *TDM*, ORSTOM, 33, 1988.

13. En s'inspirant des délires de Jules Herman (1846-1924), le très sérieux et très officiel *Vaovao ny tolombahoaka* (nouvelles des luttes populaires) du 18 novembre 1989, explique, en s'appuyant sur des jeux de mots et autres contrepèteries que "Didier Ratsiraka est le candidat prédestiné de Dieu". Lui-même n'hésitait pas à se comparer à des personnages de la Bible comme Moïse. Quelques années auparavant, Tsiranana, héritier lui-même de traditions plus anciennes, lui avait indiqué la voie : "... Pourquoi Dieu a-t-il choisi David, un petit berger pauvre pour devenir roi d'Israël ? Et pourquoi Dieu a-t-il choisi l'humble bouvier d'un village perdu pour devenir le chef d'un peuple entier ...?" Pensées du vendredi 29 mai et du samedi 30 mai in *Le cahier bleu*, pp. 59 et 60.

14. En aval, on a ainsi vu des universitaires lui dédier leurs thèses, des troupes folkloriques chanter ses louanges, etc...

exclut toute possibilité d'alternance non traumatique et décourage toute tentative de transformer de "l'intérieur" ce genre de système. Un changement de Président implique toujours un chamboulement des institutions, c'est-à-dire un changement de régime.

— **La foi**

La foi donne le pouvoir d'obtenir un certain comportement de la part de ceux qui sont soumis à ce triptyque sans recours à la contrainte physique. Foi et roi, résumés chez Andriamisara, roi mythique, dans une seule personne. Le roi est celui qui sait forcément. La modernité a tenté d'imposer la séparation des pouvoirs mais n'a pas réussi à modifier fondamentalement le couple tout en altérant malgré tout les composantes. Si les Monarchies ont tiré une grande partie de leur légitimité d'un ailleurs toujours à inventer[15], les Républiques ont tenté de trouver la leur dans la France puis dans le socialisme "à la sauce tartare". Ce qui situe à chaque fois les sujets dans le contexte d'"idéologies closes"[16], à savoir "...une théorie préétablie (qui transforme) les militants (en) une nouvelle élite (destinée à réaliser) l'homme nouveau... prévu par la doctrine... (qui veut plier) la société au modèle ainsi constitué". De ce péché, les royautés ne sont point absoutes étant donné que les listes dynastiques sempiternellement transformées contiennent en germe ce que le XXe siècle qualifiera d'idéologies, étrangères à plus d'un titre aux sociétés et ce ne sont pas les équivalents des clercs qui manquèrent pour les formaliser. Idéologies qui, jusqu'à maintenant, ont péri à l'épreuve de la réalité, mais aussi parce qu'elles sont aussi devenues caduques à leur source même[17].

Mais malgré tout, le XXe siècle malgache aura été marqué par la démocratie en tant qu'idéologie. Depuis la colonisation l'on constate ainsi une certaine continuité sur ce thème malgré des variantes relativement importantes. Si pour la colonisation, la naturalisation en masse, qu'elle n'a pas été à même de réaliser, signifiait aussi intégration dans une plus "grande France"; pour certains colonisés, elle était vue comme l'égalité en droit, une idéologie imprégnée de l'idéal démocratique. De même, la prégnance de ce que le premier anti-colonialiste marxiste africain, Kouyaté (1902 - 1942), appelait le "nationalisme colonial" reste essentielle dans la formulation d'une foi destinée à la future

---

15. F. Raison-Jourde, *Les souverains de Madagascar*, *op. cit.* : voir en particulier l'introduction.
16. A savoir "... une théorie préétablie (qui transforme) les militants (en) une nouvelle élite (destinée à réaliser) l'homme nouveau... prévu par la doctrine... (qui veut plier) la société au modèle ainsi constitué", in R. Remond, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, p. 75.
17. Ainsi périront les royautés, abandonnées par ceux qui ont favorisé leur développement à travers la traite, de même l'assimilationnisme renié dès l'entre-deux-guerres par la Mère Patrie qui a conquis Madagascar au nom de l'idéal assimilateur, ainsi il en fut de la coopération des années soixante, puis par la suite du socialisme condamné par les bailleurs de fonds internationaux, etc...

indépendance. Ainsi si certains pensaient que l'occidentalisation de Madagascar l'amènera à adopter, contre les structures héritées du passé, les institutions démocratiques de l'Occident, d'autres tentaient de formuler une voie "malagasy". Pour ces derniers certaines formes de la gestion du politique à Madagascar sont présentées comme relevant essentiellement de spécificités culturelles locales, différentes car n'ayant que peu ou pas du tout subi une influence allogène, en particulier européenne. Pour ceux-là, "...depuis longtemps, la tradition malgache pratique le consensus qui est une approche très diffèrente de celle de la démocratie occidentale"[18]. Ce genre de postulat s'inspire la plupart du temps des enquêtes anthropologiques et/ou ethnologiques :

> *"l'autorité n'est pas obtenue par une personnalité ou un groupe de personnes. Chaque leader, appuyé par le groupe qu'il représente cherche à emporter l'adhésion unanime. La majorité essayant de convaincre la minorité. En aucun cas, la décision ne peut être imposée. La notion scientifique (sic) de "majorité représentative" n'existe pas. A force de kabary (palabres), on rallie peu à peu les opinions divergentes pour trouver un compromis. Si l'unanimité ne se crée pas, la décision ne sera pas prise. Ce principe se retrouve à tous les échelons de la société"*[19].

Idéal Etat de droit que ce que ce genre d'observations laisse imaginer. La vision dichotomique séparant la société malgache en une ou plusieurs entités "traditionnelles" et un "agrégat moderne" (qui coïncideraient, mais pas nécessairement, aux mondes rural et urbain) conforte ces conceptions. Toute la littérature sur le *Fokonolona* depuis la période coloniale a alimenté ce courant[20], pour aboutir au socialisme (obligatoirement) *malagasy* à partir de 1975 [21]. Et pourtant, dans la gestion du politique à Madagascar et ce bien avant la colonisation, le *Fokonolona* a servi de rouage administratif dans les liens entre sujets/citoyens et autorités étatiques[22].

---

18. M. Rakotonirina et J. Poirier, "Identité culturelle et développement" in J.P. Domenichini, J. Poirier et D. Raherisoanjato (éd.) *Ny razana tsy mba maty, Cultures traditionnelles malgaches*, Antananarivo, Ed. Librairie de Madagascar, 1984, pp. 7-30.
19. H. Carton de Grammont, "Les villageois Antaimoro" in *Les Cahiers*, Université de Madagascar, E.N.P.S., nº 1, décembre 1970, pp. 129-154.
20. C'est sans doute le travail de l'anthropoloque G. Condominas qui en constitue le point de départ : *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*, Paris, Berger Levrault, 1980. Voir aussi G. Roy, "Trois études malgaches: idéologies communautaire et mythe de communauté...", *op. cit.*
21. "... il est manifeste que la nouvelle structure dont il s'agit, et puisqu'elle se fonde sur la cellule communautaire par essence qu'est le *fokonolona*, sera également communautaire. Cette notion de communautarisme n'est pas un élément étranger à la nature et à la forme de la société malgache. En fait, mises à part les enclaves urbaines, la vie communautaire constitue une des composantes fondamentales de la culture malgache. La communauté de traditions et d'intérêts, la communauté de devenir au niveau du *fokonolona* peuvent et doivent désormais dépasser les actuelles stratifications sociales dites traditionnelles", in *Fokonolona*, Tananarive, Imp. nat., 1973, p. 54.
22. M. Massiot, *op. cit.*, p. 180 et G. Condominas, *op. cit.*, p. 191.

La revendication de l'identité culturelle par la différenciation date de la période coloniale et empêche, du fait de son caractère militant donc polémique, toute possibilité de se dégager du conjoncturel. Cette opposition/valorisation a été utilisée pour justifier certains excès. En effet de l'unanimisme au centralisme démocratique, le pas a été vite franchi :

"...D'aucuns estiment que le socialisme est une idéologie d'importation, cette assertion procède d'un esprit réactionnaire... Le peuple malgache a une tradition communautaire séculaire..." (p. 349) "... Le principe fondamental sur lequel repose notre Révolution (est) le centralisme démocratique qui conditionne la cohésion idéologique du Fokonolona. Une décision prise par la majorité doit être appliquée par tous. L'organisation et l'activité de fractions sont interdites au sein de la Révolution parce qu'elles sont de nature à compromettre l'efficacité et l'unité d'action de la Révolution..."[23].

Totalisantes, par essence, puisqu'imposées d'en haut[24], les idéologies d'Etat se heurtent aux forces hétérogènes de la société qu'elles unifient dans la contestation. Puis vient la faillite jetant le doute chez les dirigeants, jouets des événements[25]. La solidarité entre les trois éléments du triptyque est complète à un tel point que chaque changement de roi correspond à un changement de foi et de loi. Sans parler des grandes ruptures, au moment de la colonisation et après la colonisation. Rappelons qu'en 1972 et en 1991, lorsque les deux Présidents ont senti leur pouvoir menacé, ils se sont empressés de proposer une réforme de la Constitution.

— La Loi

La loi est l'expression d'un certain statu quo social. Cependant, il est difficile pour le Président/Monarque de la présenter comme sa propre oeuvre. En effet

---

23. *Charte de la Révolution Socialiste* in *Didy aman-dalàna mikasika ny vondrom-bahoaka itsinjaram-pahefana*, textes officiels sur les collectivités décentralisées, Tranompirintim-pirenena, Antananarivo, 1978, p. 352.

24. "La Révolution au sommet que nous avons commencée est l'expression des aspirations profondes du peuple malgache ; elle doit gagner la base ; conscientisant et mobilisant les masses populaires (forces invincibles) ... Nous avons tout lieu de penser que cette adhésion et cette participation des masses sont d'ores et déjà définitivement acquises étant donné les objectifs de la Révolution" in *Charte de la Révolution Socialiste, op. cit.*, p. 345.

25. Discours de voeux du Président Ratsiraka, Iavoloha, 12 janvier 1991 : "Un dilemme constant hante tout dirigeant patriote et nationaliste : comment affirmer les intérêts nationaux et comment s'affirmer sur cette planète-terre sans se tromper dans un contexte contradictoire et volatile pour soutenir l'authenticité et l'identité culturelle, pour impulser la restructuration sociale ... et pour construire une économie dynamique au service de toutes les régions et de tout le peuple et non au service exclusif de certaines catégories privilégiées...?
Quant à l'utopie, ce domaine du possible, autrement la recherche d'une société équilibrée, harmonieuse, décentralisée et égalitaire ... elle demeure toujours à l'ordre du jour et les interrogations qu'elle soulève peuplent les jours et les nuits de chaque chef d'Etat... Des recettes, personne n'ose plus en proposer..."

l'*Anpaqnito vola* (celui qui tranche par la parole) en Monarchie comme le Président en République sait que toute commandance est d'abord lieutenance. Il doit toujours parler au nom de l'autre, Dieu et les Ancêtres du temps des rois ou "le sacré social"[26] à une période plus contemporaine[27]. La loi est sensée être l'expression de ces muets. Mais la réalité du pouvoir est toute autre : les dieux, les ancêtres comme l'Assemblée, ont toujours été composés d'une écrasante majorité de fidèles. Et la boucle est bouclée. Ceux qui se situent en face se retrouvent dehors. En 1964, lors des élections municipales à Antsirabe, lorsque les partis d'opposition (MONIMA et AKFM) l'emportèrent, A. Resampa, le ministre de l'Intérieur d'alors, déclara la nouvelle municipalité ingouvernable et dissolva le conseil municipal nouvellement constitué pour pouvoir organiser de nouvelles élections. De même dans *Madagascar matin* du 5 Juin 1972, on pouvait lire du sénateur Mouze contestant les manifestants, "... une petite minorité, ... la prétention de représenter la Nation et de détenir la souveraineté nationale ... car ceux qui sont les détenteurs de la souveraineté nationale sont ceux à qui le peuple malgache tout entier du nord au sud de l'île et de l'est à l'ouest l'a déléguée : le Président de la République, celui qu'il a appelé comme chef de gouvernement et le Parlement ..."[28].

Ainsi l'on devrait chercher dans cet unanimisme les explications du vote et plus largement l'attitude légitimiste des Malgaches. Après la manifestation du 19 mai 1929 [29], on pouvait lire dans le journal des colons de la côte Est, *Le Combat de la Côte Est* du 09 Juin 1929, une pétition signée par une dizaine de "délégués betsimisaraka" dont Pascal Velonjara... :

"Monsieur l'Administrateur en chef
Ayant appris avec regret, la production dans la capitale de l'île, d'une manifestation à tendance irrespectueuse envers l'Autorité, de la part de certains indigènes de race hova; au nom de toute la race betsimisaraka, nous avons l'honneur de vous affirmer notre indéfectible attachement à la France ainsi que notre profonde déférence à l'Autorité française. Nous avons voulu vous offrir ici une expression nouvelle de notre déférence pour votre personne et notre dévouement absolu à la France... Nous

26. R. Debray, *Critique de la raison politique, op. cit.*
27. "Notre politique ... (est) attentive aux mouvements de la société et ouverte aux aspirations des citoyens ...", discours de voeux du 12 janvier 1991.
28. Cité par G. Roy, art. cit. En juin 1991 au micro de RFI, alors que les manifestations se développent dans toute l'île, Ratsiraka : "... Je demande à voir les 100.000 personnes qui ont défilé ... Tout au plus, ils n'ont pu réunir que 20.000 à 30.000 personnes et encore je suis généreux".
29. Première manifestation de rue à Tananarive durant la période coloniale qui s'est terminée devant les grilles de la Résidence du Gouverneur Général à Ambohitsirohitra. A l'issue de la manifestation, quelques leaders ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison et d'amende assorties pour certains de mesure d'interdiction de séjour. Alors que le 10 août 1991, une manifestation de même nature s'était terminée dramatiquement avec plus d'une centaine de morts et de blessés à 2 kilomètres des grilles du Palais d'Etat où réside le Président de la République.

vous demandons ... de vouloir bien vous faire l'éloquent interprète de nos sentiments auprès de Mr. le Gouverneur Général et de Mr. l'Administrateur supérieur, chef de la région et leur dire que les Betsimisaraka ... donnent à la France l'assurance de leur loyalisme et de leur fidélité"[30].

Cette attitude légitimiste est perceptible lors des différentes élections, témoin d'une permanence[31]. De l'unanimisme, qu'on explique souvent soit par des contraintes soit par des jugements de valeur un peu trop hâtifs[32], sont négligés plusieurs aspects qui en font un ensemble plus complexe et hétérogène qu'on ne le croit. Ne s'est-on jamais posé de questions sur le côté volontaire de l'adhésion qui peut être aussi mais incidemment, involontairement un travail de sape contre la démarche totalisante[33] qui n'y trouve là aucune parade et ce d'autant plus que l'unanimisme est présenté comme l'expression de la majorité, c'est-à-dire la démocratie. Mais le nazisme (entre autres) nous enseigne qu'on ne saurait établir le caractère démocratique d'un régime par le seul fait de sa conformité avec les voeux de la majorité.

La formule "nomos basileus" (le roi c'est la loi) de la Grèce classique n'a pas empêché l'émergence de la stasis qui se légitime par l'interrogation "oui, mais quelle loi ?". Légitimité contre légalité, un vieux débat. Mais poser une telle question entraîne la remise en cause de la solidarité des éléments du triptyque étant donné que "l'alignement en amont ROI-LOI-FOI soude en aval les maillons d'une identification en chaîne, intégrité de la foi, fidélité au roi et observance des lois." Ainsi la stasis est définie systématiquement comme "en dehors", les *Menalamba*[34] étaient, par exemple, au départ des bandits qui se sont repentis par la suite et qui ont été absous par le nationalisme mais considérés par leurs contemporains comme des hors-la-loi. Il en est de même, des insurgés de 1947 et par la suite de tous ceux qui s'opposeront au pouvoir. Cependant l'on note que

30. La côte Est a été le foyer de la rébellion armée en 1947.

31. Jusqu'à une époque récente et ce depuis 1938, année de la première élection concernant un collège numériquement important et couvrant toute l'île, les scores du gagnant ont toujours été écrasants.

32. *Jureco*, nº 26/27, fév./mars 1989, p. 31, dans "Conscience politique et non maturité politique" : "... La masse paysanne ... a des réactions imprévisibles ... (elles) peuvent se résumer en deux maux (sic) : psittacisme et versatilité. Le psittacisme est cette tendance à rejeter et à reprendre des pensées qui ne sont pas du tout comprises. C'est le propre de ceux qui manquent de formation, analphabètes et même limités intellectuellement. Chacun de nous se remémore encore les élections précédentes où l'élu sortait avec 99 % des voix. Cette large victoire est le reflet de ce psittacisme ... La versatilité est cette propension à changer souvent d'opinion sans raisons évidentes ... Le peuple a rarement de la constance dans son opinion dans la mesure où il éprouve des difficultés à se fixer, ne sachant vraiment quels sont les tenants et les aboutissants de l'affaire..."

33. A l'image de ces citoyens sautant de joie en criant : "on va pouvoir continuer le *risoriso* -petis trafics-", à l'annonce de l'élection en 1989, pour un troisième mandat de sept ans du président Ratsiraka.

34. Les *Menalamba* étaient ces groupes armés qui avaient résisté à la conquête française à la fin du XIXe siècle en Imerina. S. Ellis, *The rising of the red shawls, 1895-1899*, London, Cambridge University Press, 1985, 214 p.

parallèlement à l'effritement progressif[35] de l'unanimisme, la stasis bénéficie de plus en plus d'un droit de cité pour s'intégrer progressivement dans le jeu de la gestion du politique, signe indiscutable d'avancée de la démocratie.

II. L'AGONIE DU ROI, DEMOCRATIE ET SOCIETE CIVILE

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est durant les soixante années de colonisation que finalement commencèrent à se libérer certaines forces sociales et que l'unanimisme est ébranlé de façon significative.

Si de façon symbolique, la colonisation a débuté par une sorte de régicide, c'est plus l'augmentation de la population et le développement des villes, l'ouverture au monde extérieur, la polarisation du pouvoir qui favorisa l'alliance sinon la conjonction de forces hétérogènes et centripètes contre l'Etat, qui vont provoquer l'émergence de sociabilités nouvelles alors même que se creuse parallèlement le fossé entre l'Etat et la société. Désormais s'accentueront de la part d'un nombre de plus en plus important de groupes, les demandes de participation à la gestion du politique. Ceci est repérable de 1929 à 1991 dans la multiplication et l'intensification des mouvements sociaux urbains, initiateurs de mouvements plus vastes. La démocratie se fait de plus en plus exigeante au fur et à mesure que certaines de ses aspirations sont réalisées. Cependant ce mouvement de dé-totalisation n'est pas du tout linéaire et encore moins homogène ; et au centre de ce processus : le développement de la société civile.

a. Société civile

Il convient d'abord ici de nous interroger sur la pertinence de cette notion devenue à la mode en Europe dans les années 80. A Madagascar, telle qu'elle a été utilisée par les tenants du mouvement de 1991, l'expression semble désigner toutes les associations "apolitiques" qui ne sont pas pour autant a-politiques : opérateurs économiques, artistes, etc... Il est, ici, impossible sinon illusoire d'en faire une liste exhaustive.

En fait la notion de "société civile" a trait d'abord et avant tout à une "relation dynamique, complexe et ambivalente entre l'Etat et la société plus qu'à un champs distinct"[36]. Face à la démarche totalisante de l'Etat, ces relations sont

35. Malgré la victoire à toutes les élections de ceux que l'on appellera par la suite les "candidats d'Etat", il est à noter que les scores des vainqueurs enregistrent une tendance à la baisse au profit du score des opposants.

36. J.F. Bayart, "L'hommage à la Reine : les modes populaires d'action politique en situations autoritaires", ECPR, Joint Sessions of Workshop, University of Salzburg, Austria, 13-18 april 1984.

multiples et hétérogènes car la société civile n'a pas de structure propre. On peut la considérer d'abord comme un espace développé par la société face à l'Etat. Espace plus ou moins important selon le dynamisme de la société et le degré de la totalisation. Du dynamisme de la société dépend en effet l'adoption d'un "vecteur principal". Ce dernier a pour fonction de permettre à la société de se reconnaître elle-même en prise avec l'Etat. Pour la période contemporaine, il fut, du temps de la colonisation, la contestation du pouvoir étranger au nom de l'indépendance et de l'authenticité, ensuite celle du socialisme "malagasy" au nom de la démocratie.

Il convient aussi de signaler que le système social malgache est marqué (comme tous les systèmes sociaux) de profondes discontinuités culturelles. Tous les éléments de la société n'évoluent pas dans le même *épistémé*. En 1936, malgré l'adoption, face à l'Etat colonial, du nationalisme et du communisme (qui sont des projets alternatifs de totalisation), le Parti Communiste de la Région de Madagascar, composé d'éléments venus de divers horizons, a implosé sous les effets conjugués d'intérêts divergents pour ne pas dire opposés[37]. Il en sera sans doute de même pour le Mouvement Démocratique pour la Rénovation de Madagascar à la fin des années quarante, même si la rébellion et surtout la répression avaient joué un rôle beaucoup plus prépondérant. Dans les deux cas, l'hétérogénéité de la société civile est plus dissimulée que surmontée. Mais de plus une avancée de la société civile ne signifie pas automatiquement celle de l'idée démocratique[38]. Mais c'est indubitablement à l'intérieur de cette avancée, de cet espace que se développe face à l'Etat autoritaire, l'idée démocratique. Mais il faut se garder de conceptions téléologiques car l'avancée de l'idée démocratique n'est ni linéaire ni homogène comme l'illustre le développement de la presse à Madagascar, indicateur important.

b. Dé-totalisation et société civile

Il est ainsi fort surprenant de constater que la presse provinciale était plus florissante sous la colonisation, même si elle a été majoritairement animée par des groupes d'intérêts coloniaux régionaux. Nombre de ceux-ci n'hésitaient pas à s'opposer à l'Etat lorsqu'ils estimaient leurs intérêts en péril. La presse du mouvement d'émancipation malgache de l'entre-deux-guerres leur doit certainement beaucoup aussi bien sur le plan du "style et du ton" que sur celui de l'espace politique qu'ils ont réussi à ouvrir : la première référence au socialisme et

37. S. Randrianja, *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar*, Tananarive, Foi et Justice, 1990.
38. Il n'est pas dit que l'idéologisation du thème de la démocratie en Afrique conduise à un début de réalisation effective.

ce pour le préconiser à Madagascar, est le fait du journal tamatavien *La Cloche* (1880-1881), sous-titré "organe des intérêts européens à Madagascar" puis "journal politique, littéraire et d'annonces" ou "organe indépendant"; le journal *L'écho du Sud* publié à Fianarantsoa entre 1929 et 1941 était animé par Cambrezy, un colon communiste français. Cette presse provinciale a progressivement disparu au fur et à mesure de l'élimination de la petite colonisation "européenne" remplacée par les Malgaches. A un tel point qu'à l'heure actuelle, la très grande majorité des journaux, pour ne pas dire la totalité, paraissent à Tananarive, à l'exception notable de l'hebdomadaire *Lakroan'i Madagasikara* (hebdomadaire catholique d'information). Exception significative et exemplaire car seules les Eglises ont pu et su occuper durablement d'une façon progressive la place due à ce l'on appelle la société civile avec comme pendant le développement de l'"escapisme" religieux illustré par la prolifération des sectes, en particulier durant les 16 années de socialisme[39].

Jusqu'à la veille de l'Indépendance, Diégo-Suarez qui était une petite ville abritait 12 périodiques. En 1975, la province de Diégo-Suarez qui possédait l'indice d'urbanisation le plus élevé de l'île après celui de Tananarive (22,1% contre 26%) avec ses neuf centres urbains de plus de 4.000 habitants, n'abritait plus aucun titre. Il en est de même pour Fianarantsoa (indice d'urbanisation en 1975 : 10,2% avec 10 centres urbains de plus de 4.000 habitants et 183.412 citadins)[40] qui possédait jusqu'à la veille de l'Indépendance quelque treize titres[41] et qui n'en possède plus à l'heure actuelle qu'un. Pourtant l'existence d'un tel type de presse est tout à fait concevable dans Madagascar indépendant[42]. On ne saurait à propos de la disparition de la pressse provinciale arguer de la simple baisse du pouvoir d'achat des lecteurs potentiels, en particulier durant les 16 années de socialisme qui ont vu la perte par les salariés jusqu'à 60% de leur pouvoir d'achat par rapport à l'époque précédente. Et pourtant les lecteurs potentiels ont augmenté en nombre et en qualité du fait de la massification de l'enseignement sous le socialisme et surtout de l'essor fantastique des villes. En effet un recensement en 1984/1985 [43] dans le milieu rural montre que, sur la totalité de la population agricole, 3.808.971 ont le niveau d'instruction primaire et 559.683 ont le niveau du secondaire. Dans le même ordre d'idée, entre 1960 et

39. Les Eglises chrétiennes ont été partie prenante dans la mobilisation du mouvement de contestation qui a secoué le pays en 1991.

40. Toutes les données concernant la démographie avant 1974, sauf indications contraires, sont tirées de R.V. Andrianarivelo, I. Randretsa, *Population de Madagascar, situation actuelle et perspectives*, Tananarive, M.R.S.T.D., 1985, 154 p.

41. J.C. Poitelon, G. Razafintsalama, R. Randrianarivelo, *Périodiques malgaches de la Bibliothèque Nationale*, Paris, B.N., 1970, 197 p.

42. Et pourquoi pas d'une presse d'opinion, les partisans de Dussac n'avaient-ils pas animé le journal *L'Aube nouvelle* entre 1931 et 1935 à Tamatave.

43. MPARA/FAO/PNUD.

1975, le nombre des centres urbains de plus de 5.000 habitants a doublé passant de 24 à 47 tandis que ceux qui existaient déjà, ont vu leur population tripler voire quadrupler. Et le mouvement va en s'amplifiant. La disparition de la presse provinciale est donc l'épiphénomène d'un mouvement beaucoup plus profond : le retrécissement de la société civile face à l'action totalisante du système étatique durant les trente premières années de l'Indépendance alors même que la démographie, le développement des villes exigeaient un autre type de comportement de la part de l'Etat : une multiplication de la lieutenance.

c. Villes et développement de l'idée démocratique

En fait un double mouvement s'est engagé, d'une part le développement de la démarche totalisante de l'Etat (sous couvert de thèmes comme l'unité nationale entre 1960 et 1972, et grâce à la pratique du centralisme démocratique à partir de 1975) et d'autre part celui de la société. Le fossé entre l'Etat et la société s'accentuant de plus en plus.

L'Etat contemporain, à la suite des royaumes précoloniaux, s'efforce de lier directement souverains et sujets en évitant, autant que faire se peut, les processus d'intermédiation et de regroupements autonomes des sujets, les différentes dispositions législatives en matière d'associations aussi bien sous la colonisation que pendant les trente dernières années relèvent de ce souci. Ainsi la principale fonction des tentatives de mise sur pied d'un parti unique à Madagascar dès 1975 était d'empêcher l'émergence d'autres forces, bien plus qu'à positiver celles destinées à être unifiées.

Le rapport de la société à l'Etat revêt au moins trois formes : la passivité, l'escapisme et la production d'un projet alternatif globalisant. Si les deux premières s'accommodent de l'existence de l'Etat, voire se fait utiliser par lui, tout en sapant certains fondements, la dernière est source de changement. Dans celle-ci il faut signaler l'importance du christianisme qui a donné naissance à un certain "habitus petit-bourgeois"[44] ainsi que celui des partis politiques qui introduisent dans la société un autre type de clivage. Tous les deux, par exemple, sont des lieux d'échanges pluriethniques sinon transethniques. En tous cas, ils permettent à la société de gagner en autonomie vis-à-vis des identifications ethniques. Ce troisième type de rapport à l'Etat privilégie les centres urbains pour son développement. En effet, c'est dans les villes que les opportunités de l'école, du travail salarié, de l'économie de marché en général et de la politique ont focalisé les ambitions personnelles. Y deviennent de plus en plus préémi-

44. F. Raison-Jourde, *Emergence des partis et légitimation du pouvoir politique à Madagascar (1936-1972)*, Université de Paris VII, 1984-85.

nents les rapports sociaux individualisés sur l'organisation communautaire idéalisée malgré des grandes résistances[45]. Tananarive et Fianarantsoa, mises à part, la très grande majorité des villes malgaches sont de création contemporaine et n'ont pas un enracinement ethnique profond même si par ailleurs, étant les lieux du pouvoir, elles font l'objet d'âpres concurrences qui utilisent l'argumentation tribaliste. Mais pour l'essentiel, elles constituent autant de pôles d'attraction et d'influence pour les régions avoisinantes, modifiant jusqu'à l'habitat. Pour le Nord-Ouest par exemple, suite à l'installation des migrants antandroy depuis les années 1920-1930, "la tendance à l'uniformisation des maisons n'est qu'un aspect de l'atténuation des particularismes régionaux dans ce Nord-Ouest malgache, devenu avec l'essor des cultures de traite une zone de migrations intenses (...). Les structures sociales traditionnelles des Antakarana persistent, mais le rôle de ces autochtones dans la production se trouve battu en brêche par les migrants. Les conflits entre ethnies surviennent encore, certes, mais ils sont doublés de luttes politiques, de luttes d'influence entre notables locaux. En tout cas, l'espace en général et l'habitat en particulier, dénote une tendance certaine à l'uniformisation ..."[46].

De plus en plus, le cadre urbain semble être un espace privilégié dans l'évolution de la dynamique démocratique. Alors qu'à bien des égards, cet espace, du moins à l'origine, apparaît sur le plan social comme marginal (ou marginalise le reste du champs social : selon la perspective adoptée), les citadins ne constituant numériquement qu'une minorité par rapport à l'ensemble des Malgaches. Cependant cette minorité joue un peu le rôle de "l'assassin dans le couvent"[47] dans une mécanique trop bien huilée. Les villes sont le cadre d'une "détribalisation" ou mieux celui de l'invention d'un nouveau type de sociabilité. En effet, de plus en plus et beaucoup mieux que le monde rural, cette minorité, (en constante évolution et qui possède les leviers de commande) échappe à la chappe de l'unanimisme dans lequel les liens sociaux sont expliqués par des liens de parenté, le fameux *fihavanana*. Dès l'entre-deux-guerres, ce phénomène est assez sensible : la plupart des militants du PCRM sont extérieurs à leur région d'implantation[48]. Dans l'Ouest, "l'esprit d'indépendance sakalava n'éclate pas en revendication explicite de l'indépendance mais emprunte la voie de la résistance

45. F. Esoavelomandroso, J. Fremigacci : "Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive", in J. Fremigacci (dir.), "Histoire et organisation de l'espace à Madagascar", *Cahiers du C.R.A.*, nº 7, 1989, pp. 71 - 82. Voir dans le même volume la contribution de L. Rabearimanana : "Migrations antandroy et évolution de l'habitat autochtone dans le Nord-ouest de Madagascar", pp. 135-145.

46. Cf. L. Rabearimanana : "Migrations antandroy et évolution de l'habitat autochtone dans le Nord-ouest de Madagascar" dans J. Fremigacci (dir.) "Histoire et organisation de l'espace à Madagascar", *art. cit.*, p. 145.

47. U. Eco, *Le nom de la rose*, Paris, Grasset, 1982, 510 p.

48. S. Randrianja, *Le Parti ..., op. cit.*

passive, du repli autarcique sur soi, du refus du travail salarié. La seule agitation de type "politique" au sens moderne du terme est menée en ville par des immigrés jeunes, venus des Hauts-Plateaux"[49]. En juin 1991, dans la ville de Tamatave, le mouvement syndical ainsi que l'Université, entités pluriethniques, ont été les catalyseurs du mouvement de contestation de la Seconde République, qui va par la suite s'étendre aussi grâce aux étudiants sur pratiquement l'ensemble de la Côte Est. Ces derniers réussissant à placer plusieurs des leurs dans les plus hautes institutions du régime de transition.

Les concentrations urbaines tendent donc à imposer d'autres modes de gouvernement car l'émergence des masses dans le jeu politique a été gérée par ces pôles face à la destructuration des communautés traditionnelles sous le choc du désenclavement du monde. Les conclusions sur des phénomènes observés en Côte-d'Ivoire sont transposables à Madagascar; en effet l'on se rappelle que "sous la colonisation les planteurs européens (y) avaient réussi à obtenir de l'administration coloniale le quasi monopole des cultures les plus lucratives en plus des mines. La suppression de ces dispositions discriminatoires étaient inhérentes à l'éclosion des mouvements nationalistes précédés par les mouvement en faveur des droits civiques entre les deux guerres qui se solda effectivement par une explosion de la production"[50]. Dans le cas de Madagascar, la principale composante du mouvement d'émancipation, en particulier au niveau du personnel d'encadrement[51], appartient à cette nouvelle catégorie et apparaît entre les deux guerres, jetant les bases d'un processus de capitalisation de pratiques d'anti-discipline, d'élaboration de projets alternatifs de totalisation, etc...[52], en prenant les agglomérations comme centres privilégiés de développement. Bref, au travers d'organisations qu'elle met sur pied, elle joue le rôle de médiateur politique, socialise, éduque et sert d'éléments catalyseur et partant d'intégration.

CONCLUSION

Théoriquement résultat et garant de la démocratie majoritaire représentative, l'Etat contemporain malgache est tributaire non seulement de la période coloniale mais aussi et surtout de traditions héritées de la royauté d'essence

49. "L'ouest : du Roi fonctionnaire au fonctionnaire protégé" (notes prises sur deux exposés de F. Raison), in F. Raison-Jourde *"Emergence des partis et légitimation du pouvoir politique à Madagascar 1936-1972"*, Université de Paris VII, 1984-1985, p. 177 et 178. Voir aussi L. Rabearimanana, "Les travailleurs des grandes plantations du Nord-ouest de Madagascar (1945-1960)", in *Omaly sy Anio* nº 25-25, 1987, pp. 383-409.

50. J.P. Chauveau, J.P. Dozon : "Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d'Ivoire", *Cahier ORSTOM*, série sciences humaines, XXI (1), 1985, pp. 63-80.

51. S. Randrianja, *"Le parti..., op. cit.*

52. J.F. Bayart : "L'hommage à la reine..." *art. cit.*

sacrée. Ainsi il s'appuye sur l'unanimisme pour servir les intérêts d'un petit nombre. L'extrême concentration des pouvoirs, en particulier sous le socialisme, n'est pas tant la résultante d'une structure d'Etat unitaire que de traditions archaïques. Si "l'Etat en Afrique en général (et à Madagascar en particulier) fonctionne comme un rhizome de réseaux personnels et assure la centralisation politique par le truchement des liens de la parenté, de l'alliance et l'amitié à l'instar des royaumes anciens"[53], l'avancée de l'idée démocratique, elle, signifie d'abord développement de la société civile, c'est-à-dire la formation d'un tissu de médiations institutionnelles entre l'Etat et la société. C'est l'enjeu des remises en cause des pouvoirs autoritaires. Car plus que le règne de la majorité, la démocratie sera de plus en plus définie comme le règne de la pluralité. En effet, cette extrême concentration du pouvoir, qui exclut toutes les périphéries symboliques et physiques, toutes les pluralités, est due à l'immensité du territoire combinée à une extrême dispersion de la population. Ainsi lorsque les Malgaches étaient encore de l'ordre des quatre millions, pour donner une cohérence à l'ensemble, l'exercice du pouvoir devait être le fait d'un petit nombre. C'est ce qui a permis à ce système de perdurer. Mais de plus en plus nombreux, les indicateurs font montre de l'inadéquation de cette structure du fait de l'essor démographique, de la circulation des informations et des hommes, du développement des villes, etc... De nombreux pôles se sont ainsi développés selon les normes "extra-parentelaires". Des villes que l'on a voulu capitales ethniques, sont concurrencées par d'autres en tant que pôles régionaux à plus d'un titre. Le repérage des clivages pertinents de terroirs apparaît comme une tâche prioritaire dans toute tentative de réconciliation de l'Etat d'avec la société.

53. J.F. Bayart : *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, p. 318.

FAMINTINANA

Ny "centralisme démocratique" noraiketin'ny Lalàmpanorenana malagasy tamin'ny taona 1975 no fomba farany nisehoan'ny fitondrana lanieram-bahoaka tanteraka (unanimisme). Noheverina ho endrika manokan'ny demokrasia ho antsika sady nentim-paharazana izany fitondrana lanieram-bahoaka tanteraka izany ka nahodin'ny Fanjakana maoderina tamin'ny alàlan'ny fitiavan-tanindrazana ho zary fomba fitondrana. Fomba nentina nisakana ny fivelaran'ny vondron'olona ivelan'ny antoko politika (société civile) izany satria ireo dia nanana fomba famaritana vaovao ny demokrasia, ka nanohitra ny Fanjakana tsy refesi-mandidy. Manana anjara lehibe amin'io fivoarana io ny tanàn-dehibe sy ny tanàna noho ny firoboroan'ny fampianarana, ny fihetseham-bahoaka, sns. Fony fanjanahan-tany no efa tsapa izany firehana vaovaon'ny fiaraha-monina malagasy izany tamin'ireo fambara samihafa toy ny fielezan'ny vondrona mpanelanelana ny Fanjakana sy ny olompirenena, ny antoko politika, sns. Izy ireo no nahafahan'ny olompirenena malagasy naneho ny mahaizy azy tamin'ny fanajana hevi-vaovao toy ny lanjan'ny vitsy an'isa.

SUMMARY

The latest form of unanimism is the contested "democratic centralism" recorded in the 1975 Malagasy Constitution. considered as a local and traditional form of democracy, unanimism has been transformed through nationalism by modern contemporary state into a new way of management. This is meant to impede civil society development, which involves a new acceptation of democracy against state totalitarianism. Towns and cities play a major role in this process because of the development of instruction, crowd phenomenon, etc. Those new orientations taken by the Malagasy society have been observed since the colonial period through such indicators as the propagation of mediating organizations between state and citizens, political parties, etc. The give each Malagasy citizen other opportunities of identification which are more respectful of new values like minorities.